

Unité interdépartementale des Deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 13 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur 

BENEDETTI GUELPA

620 AVENUE DU MONT BLANC
74190 Passy

Références : 20240718-RAP-BenedettiMagland-vs.odt
Code AIOT : 0006101825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement BENEDETTI GUELPA implanté lieu-dit La Combe Carrière de La Balme 74300 Magland. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BENEDETTI GUELPA
- lieu dit La Combe Carrière de La Balme 74300 Magland
- Code AIOT : 0006101825
- Régime : Autorisation

L'entreprise Benedetti-Guelpa exploite une carrière de roches calcaire à Magland. L'arrêté du 29 janvier 2020 autorise le renouvellement et l'extension de l'exploitation pour une durée de 15 ans. La carrière est accessible par la RD6 et surplombe la RD 1205 sur sa partie Ouest.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

3/10

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi de vibrations sur la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3
4	Suivi de la falaise	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
5	Suivi de la stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.5.2
6	Document préalable	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, articles 3.10 .2
7	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande la justification de l'arrêt du suivi de deux points en sommet de falaise. L'avis du CEREMA devra être transmis sous 2 mois.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre également l'avis du CEREMA sur la poursuite des tirs pour la phase 3.2 avant les prochains tirs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3																				
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage																				
Prescription contrôlée : Phase 1 à 3 :																				
<table><tr><th>Phase</th><th>Mode extraction</th><th>Cote finale</th></tr><tr><td>1</td><td>Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m</td><td>585 m NGF</td></tr><tr><td>2.1</td><td>Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m</td><td>591 m NGF</td></tr><tr><td>2.2</td><td>Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m</td><td>585 m NGF</td></tr><tr><td>3.1</td><td>Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m</td><td>579 m NGF</td></tr><tr><td>3.2</td><td>Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m</td><td>579 m NGF</td></tr></table>			Phase	Mode extraction	Cote finale	1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	585 m NGF	2.1	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	591 m NGF	2.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	585 m NGF	3.1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	579 m NGF	3.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	579 m NGF
Phase	Mode extraction	Cote finale																		
1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	585 m NGF																		
2.1	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	591 m NGF																		
2.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	585 m NGF																		
3.1	Réalisation des tirs de mines de la zone la plus éloignée de la falaise jusqu'à la limite 45 m	579 m NGF																		
3.2	Réalisation des tirs de mines dans la bande 45 à 20 m	579 m NGF																		
Constats : Les côtes atteintes sur le plan présenté de janvier 2024 sont de 585 m pour la zone la plus proche de la falaise et de 579 m pour la zone la plus éloignée à l'Est. La phase 3.1 est en cours pour ramener la zone à la cote de 579 m. Les derniers tirs datent de décembre 2023 et début juillet 2024. L'exploitation en cours est cohérente avec le phasage prévisionnel.																				
Type de suites proposées : Sans suite																				

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage – surveillance organisme	
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'un organisme compétent en matière de suivi des vibrations et en géotechnique qui valide la méthode d'extraction avant chaque phase en particulier pour les zones comprises entre 20 et 45 m. Lors des phases 1 à 3, les données issues des tirs (plan de tir, résultats des mesures de vibrations, constat sur la falaise,...) sont transmis à un organisme compétent qui valide la poursuite des tirs et la méthodologie d'extraction.	

<p>Constats :</p> <p>L'exploit a confié la surveillance au CEREMA qui dans son rapport du 21/10/2022 version D a validé la méthodologie des tirs et d'exploitation jusque pour la phase 3.1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Avant les prochains tirs dans la zone la plus proche de la falaise (bande de 45 m à 20 m), l'exploitant soumettra les résultats de suivi des tirs au CEREMA qui devra se prononcer sur la poursuite des tirs sur la zone pour la phase 3.2.</p> <p>Conformément à ce qui est demandé dans l'arrêté, avant les prochains tirs, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, l'avis du CEREMA sur la poursuite des tirs pour la phase 3.2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi de vibrations sur la falaise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de vibrations sur la falaise</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A chaque tir, le suivi des vibrations sur la falaise est réalisé, sur les points définis dans la note du CEREMA et localisés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un point sur la carrière ; • deux points en sommet de falaises, dont un au plus proche des tirs qui pourra évoluer d'emplacement en fonction des tirs ; • un point dans la falaise. <p>Les vibrations mesurées sur ces points de la falaise ne doivent pas dépasser le seuil de 15 mm/s, toutes fréquences confondues.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a donné les résultats des mesures de vibrations des tirs effectués depuis la dernière inspection pour les campagnes de décembre 2023 et début juillet 2024.</p> <p>Les valeurs des vitesses maximales sur les trois dimensions sont toutes inférieures au seuil de 15 mm/s en particulier pour celui de la falaise.</p> <p>Les points régulièrement suivis sont le point dans la falaise, un point vers l'entrée de la carrière, un point aux premières habitations et un point sur un pont de la RD6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre du suivi de vibrations de la carrière, l'exploitant demandera au CEREMA de se prononcer sur la nécessité de conserver deux points en sommet de falaise pour le suivi.</p> <p>Les deux points en sommet de falaise devront être réintégrés au suivi si le CEREMA l'estime nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Demande de justificatif sous 2 mois</p>

N° 4 : Suivi de la falaise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.6.10
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la falaise
Prescription contrôlée : Une inspection annuelle de la falaise est à réaliser par un organisme compétent en géotechnique afin de suivre l'évolution des principaux compartiments qui seraient identifiés à risque de chute.
Constats : L'exploitant a confié ce suivi au CEREMA et a transmis lors de la visite le rapport « Compte-rendu de la visite du 15 février 2024 » daté du 13/05/2024. Le suivi va être fait par annuellement avec un MNT (Modèle Numérique de Terrain) réalisé par scanner laser et inspection visuelle du versant. Le relevé fait en février 2024 sera comparé à celui qui sera réalisé à l'hiver 2024/2025, pour voir l'évolution des compartiments. Cela devrait permettre de détecter des chutes de blocs de volume de l'ordre de 50 dm ³ . Aucun événement notable n'a été identifié depuis le début des tirs en 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du CEREMA suite au prochain relevé de la falaise prévu à l'hiver 2024/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi de la stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la stabilité des fronts
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, un organisme compétent en géotechnique intervient sur le site, pour réaliser le suivi du massif en cours d'exploitation. Le compte-rendu de cette intervention accompagné d'éventuelles préconisations d'exploitation est communiqué à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis le jour de l'inspection le compte-rendu de la visite du CEREMA réalisé le 6 décembre 2023. Il y a deux fronts en cours de création : <ul style="list-style-type: none">le front principal situé au nord, d'orientation Est-Ouest avec une hauteur d'environ 15 m et une pente d'environ 60° ;un front secondaire situé à l'Ouest, de direction Nord-Sud, d'une hauteur de 7 m et une pente d'environ 75°. Les fronts ne présentent pas de risques de chutes de blocs de taille importantes. Les aléas à court et moyen terme concernent des éléments de volumes très limités. Le CEREMA recommande une purge /nettoyage des pierres et la neutralisation de la circulation piétonne sur une largeur d'une dizaine de mètres au pied des fronts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera aux purges de nettoyage des petits éléments régulièrement en fonction de l'avancement de l'exploitation. Ce suivi et les interventions associées sont tracées. Il neutralisera de la circulation piétonne sur une largeur d'une dizaine de mètres au pied des fronts et mettra en place une consigne de sécurité pour l'accès piéton au pied du front.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 3,10,2
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs,• l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée,• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, au moment de l'acceptation préalable, l'exploitant s'assure :<ul style="list-style-type: none">• qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;• que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;• que les déchets d'enrober bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
Constats : Le rythme de remblaiement est faible, la carrière ne disposant pas pour l'instant d'espace important pour le stockage. L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalable utilisés pour le site. Ces documents sont correctement remplis avec l'identification des déchets et leur provenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité des TEX et sédiments- Contenu du registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Tenue registre chronologique
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre contenant toutes les informations demandées et en particulier la localisation du chantier avec pour localisation précise les coordonnées GPS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier</p>

précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du téléservice mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :

1° Les ménages ;

2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.

3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.

Constats :

L'exploitant dispose des données nécessaires pour renseigner le RNDTS. Il a déclaré avoir transmis les données au RNDTS (registre national des terres excavées et sédiments).

Type de suites proposées : Sans suite